

LE GOUVERNEMENT SARKOZY EN GUERRE

Ce sont les peuples qui font les frais du jeu des grandes puissances !

LIBYE

Des soldats français à Benghazi

Marguerite Leuwen

C'est Bernard-Henri Lévy, devenu *de facto* l'envoyé spécial en Libye de Sarkozy, qui l'a confirmé : Sarkozy se rendra à une date tenue secrète à Benghazi. En attendant, tout en affirmant qu'il n'y aura aucun envoi de troupes au sol, l'Angleterre et la France, rejointes par l'Italie, envoient des dizaines d'officiers et de militaires comme conseillers pour former les soldats de l'armée du Conseil national de transition de Benghazi.

Dans le même temps, l'Otan annonce une intensification des bombardements sur la Libye : « L'envoi par les Etats-Unis de deux drones armés "Predator" annoncé jeudi devrait permettre des frappes plus précises, notamment à Misrata et en milieu urbain. Mais l'ampleur des dommages collatéraux provoqués en Afghanistan par ces mêmes drones rappelle qu'ils ne peuvent réellement être efficaces qu'avec de très précises informations depuis le sol. Les conseillers militaires français, italiens et britanniques suffiront-ils à y parvenir ? » (Libération, 23 avril).

“VERS UNE SITUATION DE PAT”

L'annonce d'envoi de conseillers militaires a provoqué de nombreuses réactions en Grande-Bretagne. Plusieurs opposants aux bombardements en Libye ont dénoncé les manœuvres que la Royal Navy mène au large de Chypre, non loin de la Libye, avec des bâtiments qui rassemblent plus de 600 fantassins de marine, c'est-à-dire des soldats qui ont pour tâche des missions terrestres.

L'amiral américain Mac Mullen, le plus haut gradé de l'état-major américain, vient de reprendre à son compte la formule d'Obama (*citée dans le précédent numéro d'Informations ouvrières*) : « Nous sommes en train de nous diriger vers une situation de pat. » C'est-à-dire une situation de blocage où aucun des deux joueurs ne peut gagner au jeu d'échecs.

Rappelons que les Etats-Unis insistent sur une issue à la situation en Libye par une « solution négociée ». Un diplomate européen cité par Libération note à propos de l'éventuelle visite de Sarkozy à Benghazi : « Cette visite risque surtout de compliquer encore un peu plus les choses en encourageant les insurgés dans l'idée qu'ils peuvent gagner la guerre, et donc dans leur intransigeance. »

Et pendant que se déroule ce concert de manœuvres militaro-diplomatiques, les bombardements « humanitaires » censés protéger les populations tuent chaque jour des civils libyens.

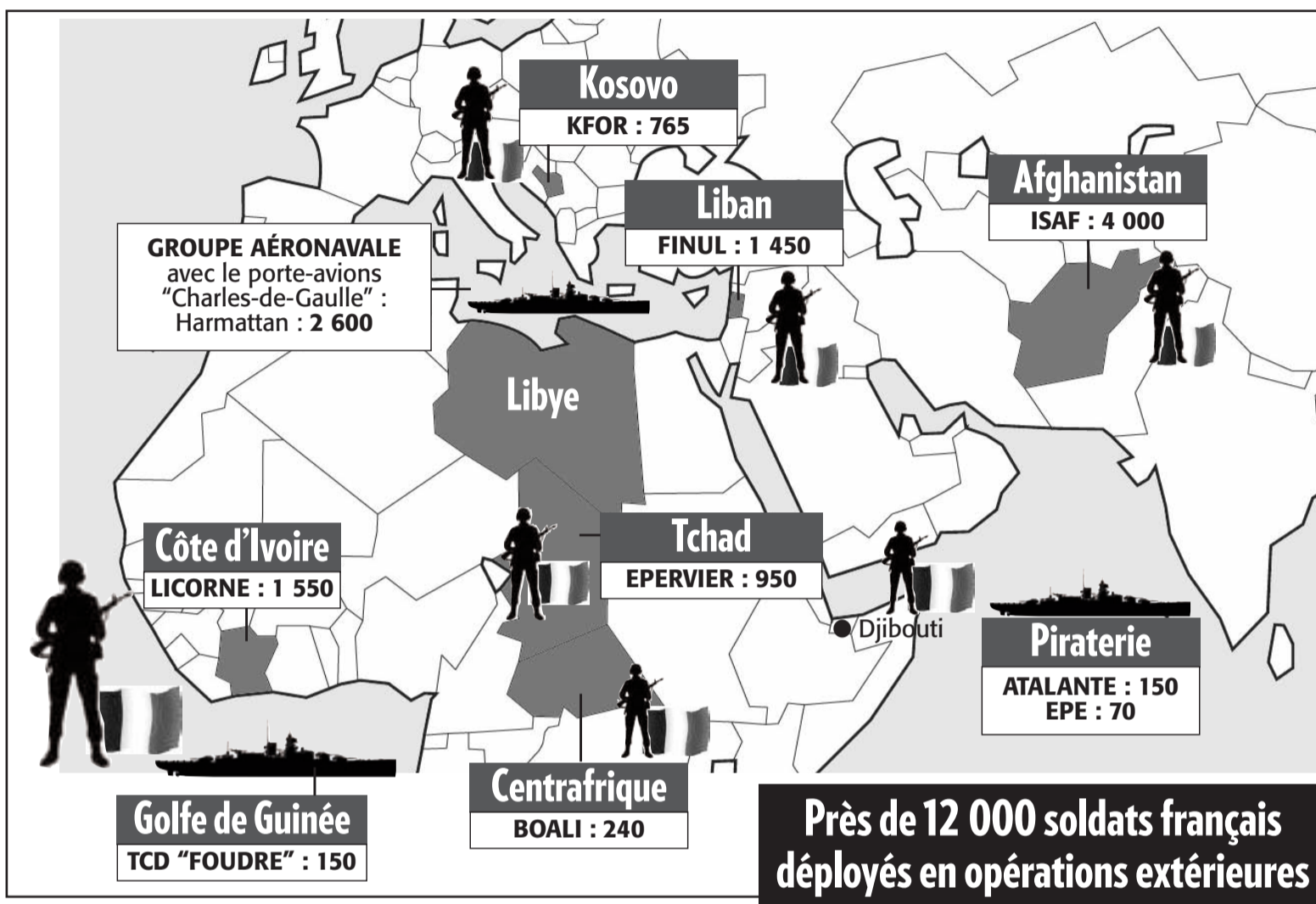
EN BREF

“Le Raïs était un ami d'Israël”

Interrogé par *Le Journal du dimanche*, daté du 24 avril, sur la chute de Moubarak, Michel Bar Zohar, député travailliste israélien et ancien collaborateur du général Moshé Dayan, répond : « Le Raïs était un ami d'Israël, un ami pragmatique, certes, mais quelqu'un sur lequel on pouvait compter. »

Violents affrontements en Syrie

Selon la presse, plusieurs dizaines de morts auraient été dénombrés à la suite de la répression de manifestations dans plusieurs villes de Syrie. Le président Obama a dénoncé cette répression et appelé le président Bachar el-Assad à « écouter son peuple ». Le régime syrien, en réponse, dénonce la manipulation par des officines étrangères de groupes de manifestants.



Le coût de la guerre

A côté du « coût » humain, c'est-à-dire le nombre de morts tués par les bombardements, il y a le coût financier. Le quotidien *France Soir* note à propos de la guerre en Libye : « Excellente publicité pour nos fabricants d'armes, mais une publicité à prix fort : onze missiles de croisière *Scalp* ont été, pour le moment, tirés, d'un prix unitaire de 850 000 euros. » Et 40 000 euros par mission d'un avion *Rafale*, au moment où l'on nous parle de la réduction des « déficits publics » !

CÔTE D'IVOIRE

“Les populations civiles paient un lourd tribut” (Le Monde)

Depuis plusieurs jours, la Côte d'Ivoire semble avoir disparu des médias. Comme si, après les violents affrontements de ces dernières semaines, la situation y était devenue paisible. La réalité, on s'en doute, est un peu différente. Le dispositif militaire de troupes françaises est toujours en alerte, quadrille et contrôle notamment la ville d'Abidjan. A l'abri et sous la protection *de facto* de cette présence militaire, les milices d'Alassane Ouattara, le président choisi par les grandes puissances impérialistes, sous couvert de sécurisation de la ville, s'attaquent à des quartiers entiers.

C'est le cas à Yopougon, un quartier d'Abidjan qui avait voté largement pour Gbagbo aux dernières élections, et qui se voit attaqué par les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) sous prétexte que des milices pro-Gbagbo seraient cachées dans ce quartier.

Le quotidien *Le Monde* (22 avril) rapporte : « Vaincre une guérilla urbaine coûte cher en combattants pour n'importe quelle armée aguerrie. Les FRCI en sont loin. Les populations civiles paient également un lourd tribut, ce que le président Ouattara aimerait vraisemblablement éviter sous peine d'être accusé d'avoir laissé massacrer un fief de son rival aux élections présidentielles. »

Selon d'autres informations, des combats auraient également lieu dans le quartier Abobo, réputé pro-Ouattara. A l'Ouest du pays, à Duékoué, où les milices de Ouattara se sont livrées au massacre de plusieurs centaines de personnes, 28 000 réfugiés, selon les informations de la mission catholique qui les accueille, refusent de retourner dans leurs villages de crainte de voir revenir les milices qui ont tué leurs voisins ou leur famille.

YÉMEN

L'Arabie Saoudite, le bon petit soldat des Etats-Unis

Alors que, vendredi 22 avril, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé dans plusieurs villes du Yémen contre le régime du président Saleh, la répression a encore fait de nombreuses victimes. Les responsables internationaux et la presse se montrent beaucoup moins virulents à l'égard de la répression du président yéménite que dans d'autres cas. Il faut dire que, au pouvoir depuis plus de trente ans, le président Saleh est un exécutant fidèle de la politique américaine dans la région. Il a ainsi constitué, avec l'appui de la CIA, une milice antiterroriste chargée de lutter contre Al-Qaïda et à la tête de laquelle il a placé son fils aîné.

La semaine dernière, le Conseil de coopération du Golfe (qui regroupe les Etats du Golfe avec, en leur centre, l'Arabie Saoudite) a proposé un « plan de transition et de sortie de crise ». Selon cette initiative, le président Saleh aurait trente jours pour démissionner, transférer ses pouvoirs au vice-président avant la tenue d'une élection présidentielle soixante jours plus tard. L'accord prévoit aussi une immunité complète pour le président, sa famille et ses assistants, ainsi que la création d'un gouvernement d'union nationale.

Il semblerait que le gouvernement Saleh aurait donné son accord, ainsi que deux des principaux partis d'opposition, le Parti socialiste et le parti islamiste. Pour l'Arabie Saoudite, au compte des Etats-Unis, il est hors de question de voir un bouleversement radi-

cal s'opérer à ses frontières sud. Rappelons que dans le golfe de Bahreïn, au nord de l'Arabie Saoudite, la révolte populaire a été écrasée par l'envoi de 1 100 soldats saoudiens et de 500 policiers du Conseil de coopération du Golfe sans qu'Obama, Sarkozy ou un autre n'y trouve à redire, bien au contraire. Il faut dire que Bahreïn est le siège de la V^e Flotte américaine.

L'« ordre » et le maintien d'un régime inféodé aux Etats-Unis sont nécessaires, tant pour les Etats-Unis que pour son fidèle soldat, l'Arabie Saoudite. C'est ainsi que le plan du Conseil de coopération du Golfe à propos du Yémen est la reprise intégrale du plan 30.60 élaboré par les Etats-Unis avec la collaboration de l'Union européenne.

RAPPEL

Pour la deuxième fois dans l'histoire, des élections municipales auront lieu en Arabie Saoudite ! Certains commentateurs y ont vu l'amorce d'une réforme politique en Arabie Saoudite... Une vingtaine de Saoudiennes se sont rendues, le dimanche 24 avril, dans un centre d'enregistrement électoral à Djeddah pour s'inscrire sur les listes électorales. Le chef du centre leur a indiqué que les femmes étaient interdites d'enregistrement. Rappelons que dans le pays de cet allié des Etats-Unis et de l'Occident, les Saoudiennes n'ont pas le droit de conduire, pas le droit de voyager sans l'autorisation d'un tuteur, et encore moins le droit de voter.

Chronique

INTERNATIONALE

Souveraineté

Lucien Gauthier

Par tous les moyens, les régimes confrontés aux soulèvements des peuples cherchent à se maintenir. Dans de nombreux cas, ils le font par la violence. Mais dans les pays où les processus révolutionnaires sont puissants, comme en Tunisie et en Egypte, les pouvoirs en place cherchent à préserver l'ancien régime, après les chutes de Ben Ali et de Moubarak, en essayant d'associer « l'opposition » à un processus nommé « transition démocratique ». En Egypte, après quelques ajustements, le régime militaire demeure. Mais, confronté à une vague de mobilisations, il doit, sur une série de sujets, reculer afin de se maintenir en place. C'est ainsi que l'état-major a engagé une procédure judiciaire à l'encontre de Moubarak, dans l'espoir de calmer la colère de la population, qui l'exige. En Tunisie,

la révolution a imposé au régime la convocation d'une Assemblée constituante. Yadh Ben Achour, qui préside la « haute instance de réalisation des objectifs de la révolution », doit reconnaître lui-même, dans une interview au Monde : « Alors que nous nous acheminons vers une élection présidentielle, c'est le peuple qui a imposé l'idée

d'une Assemblée constituante. » Dans cette interview, Ben Achour indique que cette instance est composée de 155 membres, dont des personnalités, des représentants de partis politiques — précisant « nationalistes arabes de gauche et d'extrême gauche » —, et aussi de syndicats et d'associations. Il précise : « Nous préparons un pacte républicain pour imposer à tous ceux qui vont se présenter une déontologie, un standard politique minimum sur les droits de l'homme, et le rejet absolu de la violence. » Imposer « un pacte républicain », c'est-à-dire établir des critères de « conformité démocratique »... Est-ce compatible avec ce standard politique minimum que d'exiger l'abrogation de l'accord d'association avec l'Union européenne ou de proposer la nationalisation des entreprises étrangères ? Une Assemblée constituante a pour but d'assurer la souveraineté du peuple. Celle-ci ne peut en aucun cas être assurée si l'on interdit par avance au peuple de déterminer lui-même son avenir, donc ses rapports avec l'Union européenne et le FMI.

L'événement



Photo Informations ouvrières

ÉGYPTTE

Pour les millions d'Égyptiens qui se dressent contre la politique du FMI, c'est une question de survie !

Correspondant

A Washington, loin des grèves, des manifestations et des sit-in, Dominique Strauss-Kahn organisait une table ronde, vendredi 15 avril, au siège du Fonds monétaire international (FMI), sur le thème : « Les jeunes, les emplois, la croissance participative au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. »

Dans le panel des participants, il avait invité, parmi d'autres, le nouveau gouverneur de la Banque centrale tunisienne, Mustapha Nabli, et le célèbre blogueur égyptien Wael Ghonim, directeur du marketing de Google pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Le FMI était « une partie du problème », a déclaré Wael Ghonim.

Puis, observant que les institutions internationales se sont rendues complices en appuyant le régime de Moubarak, il a ajouté : « C'est un crime de traiter avec les dictateurs en place dans la région (...). Pour moi, ce qui se passait était un crime, pas une erreur. » C'est le moins que l'on puisse dire.

«Un problème de perception» ?

Dominique Strauss-Kahn avait préparé sa réponse : « Il est clair qu'il existait, au-delà de la stabilité macro-financière, un problème de répartition inégalitaire des revenus, un problème de perception des politiques économiques par les populations elles-mêmes », a-t-il dit.

L'oppression de tout un peuple, le pillage du pays au bénéfice des multinationales, les milliers d'ouvriers licenciés à la suite

des privatisations, la flambée des prix alimentaires de première nécessité, l'appauvrissement et la misère de millions d'hommes, de femmes et d'enfants, « un problème de perception économique par les populations » ?

M. Strauss-Kahn avait-il « un problème de perception » lorsque, à l'issue d'une visite au Caire, le 15 septembre 2008, il a publié un communiqué de presse disant :

« C'est ma première visite en Egypte en tant que directeur du FMI. J'ai félicité le président Hosni Moubarak, le Premier ministre, Ahmed Nazif, et l'équipe économique de l'impressionnante performance économique de l'Egypte ces dernières années.

Cela a été étayé par un programme ambitieux de réformes structurelles, y compris la libéralisation du commerce et des investissements étrangers, le vaste programme de privatisation et la modernisation du secteur financier et du marché des changes. Le programme de réformes a non seulement stimulé la confiance des investisseurs nationaux, mais a fait de l'Egypte une destination de choix pour l'investissement régional et les investisseurs internationaux. Nous sommes convenus de la nécessité de maintenir l'élan de la réforme. »

Le FMI et les «résultats notables» de l'Egypte

Et, année après année, les rapports du FMI se sont félicités « des résultats notables de la République arabe d'Egypte » dans le domaine de la privatisation, de la réforme du secteur public, de la transparence (sic !) et de l'intégration à l'économie mondiale.

Le régime de Moubarak a bénéficié de l'annulation de sa dette vis-à-vis des Etats-Unis à la suite de son engagement auprès de la coalition américaine dans la première guerre du Golfe, en 1991.

«J'ai félicité le président Hosni Moubarak, le Premier ministre, Ahmed Nazif, et l'équipe économique de l'impressionnante performance économique de l'Egypte ces dernières années» (Dominique Strauss-Kahn, 2008)

La population rejette de nouveaux gouverneurs nommés par le Premier ministre

● **A Qena**, dans le sud du pays, des milliers de manifestants campent depuis le 15 avril devant le bureau du gouverneur.

Ils ont bloqué une importante ligne de chemin de fer et plusieurs des routes principales, affirmant qu'ils ne partiraient que lorsque le nouveau gouverneur, un copte (chrétien d'Egypte) nommé par le Premier ministre, Essam Charaf, serait démis de ses fonctions.

Le gouvernement estime que les objections des manifestants sont basées sur la religion, mais les habitants musulmans ont été rejoints par des coptes pour dénoncer la nomination du nouveau gouverneur, car c'est un haut responsable qui a fait toute sa carrière dans la police sous le régime de Moubarak.

● **Dans le gouvernorat de Beni Suef**, les 16 et 17 avril, des manifestants rejettent la nomination du nouveau gouverneur par le Premier ministre et demandent son départ. Ils l'accusent d'être impliqué dans des actes de corruption à l'université de Zagazig et d'être étroitement lié au régime et au Parti national démocratique (PND) de Moubarak.

Et le FMI, la Banque mondiale et l'agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) ont exigé que l'Egypte s'engage dans un vaste « plan d'ajustement structurel » fondé sur la privatisation massive des entreprises publiques nationalisées entre 1957 et 1960. Le premier plan aboutira à la privatisation de plus de 150 entreprises publiques.

Pas un secteur ne fut épargné : banque, transport maritime, télécommunications, infrastructures, industrie textile, industries de l'acier, du ciment, le commerce.

L'industrie cimentière, par exemple, a vu sept des usines nationalisées en 1960 passer sous le contrôle de multinationales, italiennes, mexicaines, françaises, en deux ans et demi, à compter de 1999.

La Banque mondiale et l'USAID ont consacré 8,7 milliards de dollars pour restructurer le secteur financier égyptien et aider à la privatisation des banques. La célèbre chaîne de magasins Omar Effendi a été cédée à un groupe saoudien. L'Egypte était à vendre.

30 millions d'Égyptiens gagnent moins de deux dollars

Des milliers de travailleurs ont perdu leur emploi. La précarité est devenue la règle. La corruption et les pots-de-vin ont pris une ampleur sans précédent, tandis que 30 millions d'Égyptiens sur les 80 millions que compte le pays ont moins de deux dollars par jour pour vivre.

Aujourd'hui, sous l'extraordinaire pression du peuple, Hosni Moubarak, son ancien Premier ministre, Ahmed Nazif, et tous les « experts économiques » que M. Strauss-Kahn félicitait chaudement sont en détention et sous le coup d'investigations judiciaires accablantes. D'autres ministres et hommes d'affaires le sont aussi.

Désormais, le Conseil suprême des forces armées rend publiques des informations qui font toutes état d'un bradage des entreprises publiques au quart, au cinquième, voire au dixième de leur valeur réelle, et d'un enrichissement personnel vertigineux des maîtres d'œuvre de ces privatisations, souvent liés au FMI et à la Banque mondiale : Assiout Cement Company au quart de sa valeur, la chaîne de magasins Omar Effendi au septième de sa valeur, etc. La

presse unanime dénonce maintenant la corruption, le vol des deniers publics et l'immoralité des responsables incarcérés. Mais, pour des millions de travailleurs, il ne s'agit ni d'une question d'immoralité et d'éthique des gouvernants ni d'un problème de perception des politiques économiques ».

C'est, pour les travailleurs, une question de survie. Et c'est pour cela que les ouvriers des filatures de Chebin El-Kom, dans le delta, ont fait grève un mois durant, demandant l'embauche des précaires, le retour à des contrats permanents, des augmentations de salaires et la renationalisation de leur usine, privatisée en 2007. Il en va de même pour ceux des cimenteries de Torah, de Helwân et de Suez, et pour bien d'autres encore où les ouvriers se sont levés en faisant grève et en manifestant pour la défense de leurs droits et pour la renationalisation de leur entreprise.

Affrontements dans les universités

Dans nombre d'universités, les étudiants continuent d'exiger la démission des présidents et des responsables administratifs liés au régime.

● **A l'université du Caire**, des affrontements violents ont eu lieu le 20 avril entre les étudiants du département de communication et les agents de sécurité. Un responsable a été retenu par les étudiants pendant quatre heures.

● **A l'université de Helwan**, les cours ont été suspendus pour une semaine, jusqu'au 28 avril, après des affrontements au cours desquels plusieurs étudiants ont été blessés et admis à l'hôpital.

Six étudiants sont passés en conseil de discipline et renvoyés de la résidence universitaire.

● **A l'université de Port-Saïd**, après des affrontements, le président a décidé de suspendre les classes de l'école d'infirmières pendant une semaine.

REPÈRES

L'Égypte en chiffres

Dette et FMI

C'est en 1973, soit après la finalisation et la mise en place de relations diplomatiques avec Israël, que l'Égypte se voit intégrée au plan du FMI. Elle se retrouve aujourd'hui avec une dette de plus de 28 milliards de dollars. C'est au début des années 1990 que le gouvernement égyptien, sous l'égide du FMI, a commencé à réorganiser l'économie. Les entreprises publiques sont organisées en « holdings et filiales », soit 27 holdings regroupant 314 filiales. En février 1993, les holdings sont réorganisées et leur nombre passe de 27 à 17. Elles sont classées en trois catégories : les entreprises performantes éligibles en priorité à la privatisation, les entreprises confrontées à des problèmes qui nécessitent des mesures de restructuration avant privatisation, et, enfin, les entreprises lourdement déstructurées.



L'économie dans les années 2000

Les investissements du secteur privé se chiffraient à 47 % de l'ensemble des investissements en 2003, pour atteindre 67 % en 2007. Jusqu'en 2004, l'investissement étranger était essentielle-

ment centré sur le pétrole et le gaz. Dans les années qui suivirent, les investisseurs étrangers s'intéressèrent au secteur manufacturier, au tourisme et au secteur financier.

A partir des années 2007-2008, sous le feu des exigences du FMI, le gouvernement égyptien a rendu accessible aux investisseurs étrangers et à la privatisation des secteurs jusque-là interdits, comme les télécommunications, le pétrole, la pétrochimie, les engrais, la banque et l'assurance.

L'armée égyptienne

Le budget de l'armée était de 5,84 milliards de dollars en 2009, il est, en 2011, de 7,14 milliards. L'aide financière américaine à l'armée égyptienne est de 1,3 milliard de dollars par an.

La population

L'inflation était officiellement, en 2010, de 18 %. Toujours selon les chiffres officiels, vivaient sous le seuil de pauvreté 11 % de la population. Mais, selon d'autres chiffres non officiels, mais fiables, 40 % de la population vivent avec moins de deux dollars par jour. 90 % des chômeurs n'ont pas 30 ans. Une femme sur dix n'a pas de travail. Chaque année, 700 000 jeunes sont censés entrer sur le marché du travail et se retrouvent, pour l'essentiel, chômeurs.

Tunisie

REPORTAGE

“C'est en donnant un emploi à tous qu'on rétablira l'ordre et la dignité de l'Etat” (un membre du comité populaire de Metlaoui)

Metlaoui (120 000 habitants), Oum Larès (20 000), Radeyef (30 000), des villes du bassin minier du sud-ouest. Des villes meurtries depuis vingt ans par le chômage endémique. Des villes où les diplômés universitaires chômeurs depuis quatre, cinq, dix ans et plus se comptent par dizaines de milliers. Dans toutes ces villes du bassin minier, comme à M'dhilla ou Gafsa, le travail à la mine était assuré.

« C'était un droit pour tous les jeunes du pays », nous disait un retraité de la mine. Seulement, voilà, la signature de l'accord d'association avec l'Union européenne est passé par là en 1995. La Compagnie des phosphates de Gafsa, qui était une société tunisienne, est devenue société anonyme, et le chômage a explosé.

“Rétablir l'ordre et la dignité de l'Etat”

De 14 000 ouvriers en 1995, les mines n'en emploient plus aujourd'hui que 5 000.

Et le gouvernement Caïd Essebsi annonce l'accentuation encore plus inquiétante du chômage pour 2011. Il passerait de 14 % en 2010 à 19 % en 2011. Alors, quelle solution peut apporter ce gouvernement aux centaines de milliers de jeunes qui exigent un emploi ?

« Rétablir l'ordre et la dignité de l'Etat », affirme le Premier ministre. Mais, comme le dit un des membres du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, « c'est en donnant un emploi pour tous les jeunes dans le pays qu'on assurera l'ordre et qu'on rétablira la dignité de l'Etat ».

Des membres du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui indiquent qu'aucune mesure pour l'emploi n'a été prise par le gouvernement Caïd Essebsi dans le bassin minier. Le comité de Metlaoui comme l'ensemble des comités de protection de la révolution du bassin minier se sont opposés



Une réunion du comité populaire de Metlaoui.

aux manœuvres de divisions tribales orchestrées par les agitateurs du RCD, comme le maire et le député de Metlaoui, et qui sont la cause directe de la mort de deux personnes lors de l'intervention de l'armée, début mars. Dans la région du bassin minier, le constat est sans discussion. Seule une politique économique qui rétablira la souveraineté de la nation sur l'ensemble de ses richesses et qui rompra les liens de soumission aux accords d'association avec l'Union européenne pourra relancer l'emploi et ouvrir la voie au développement de la région.

« Malgré des bénéfices très importants (plus de 550 millions d'euros en 2010), la Compagnie des phosphates de Gafsa se dit incapable d'absorber 6 000 demandeurs d'emplois », explique un syndicaliste. Les installations de la compagnie s'étendent sur des dizaines de kilomètres. Concassage, lavage du phosphate, rejet des déchets. Interrogés sur les montagnes de déchets qui s'étendent à perte de vue, des membres du comité expliquent que ces déchets pourraient donner un excellent ciment. Seulement, ni l'Etat ni la Compagnie des phosphates ne se soucient d'installer une cimenterie. De même pour l'excellent gypse et le marbre. Autour de la Compagnie des phosphates fonctionnaient des dizaines de sociétés de sous-traitance,

pour le concassage et le transport des déchets. Elles sont aujourd'hui arrêtées.

« Même des hauts responsables de la région montaient des sociétés de sous-traitance et, en quelques mois, engrangeaient des centaines de millions sur le dos des travailleurs temporaires, largement sous-payés », indique un autre membre du comité. Aujourd'hui, la mobilisation des travailleurs dans le pays a mis fin définitivement à la sous-traitance dans le secteur public. Qu'en sera-t-il dans le secteur privé ?

Les comités de protection de la révolution sont l'expression, avec les syndicats de l'UGTT, des revendications de la révolution

De ce que racontent les membres du comité de protection de la révolution de Metlaoui, comme ceux du comité de Radeyef, une idée-force s'impose : les comités de protection de la révolution sont l'expression, avec les syndicats de l'UGTT, des revendications de la révolution.

Il leur appartient, comme a décidé de le faire le comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, de revendiquer toute leur place au sein de l'Assemblée constituante, pour être les mandataires du peuple.

Correspondant ■

Déclaration du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui

“Nous proposons la tenue d'un congrès national des comités”

Nous, les membres du comité, appelons à la tenue d'un congrès national des comités de protection de la révolution, afin de protéger les acquis de la révolution, et cela après les tentatives répétées de la part du gouvernement de récupération de la révolution de notre grand peuple, qui a conduit seul sa révolution. Comme les tentatives de certains partis politiques, qui tentent de profiter du cours des événements pour atteindre des objectifs qui leur sont propres. Ils ne réussiront pas, quitte à nous passer sur le corps. Comme nous appelons le gouvernement à prendre ses responsabilités en ce qui concerne l'emploi, parce que le travail est un droit acquis

confirmé par toutes les conventions internationales. Nous l'appelons également à prendre ses responsabilités en ce qui concerne la renationalisation des entreprises nationales qui ont été bradées sous le régime déchu, pour servir des intérêts extérieurs et personnels. Et parmi ces entreprises, la Compagnie des phosphates de Gafsa.

Nous prévenons le gouvernement également quant à l'utilisation des deux poids et deux mesures.

Ce type de trahison ne peut surprendre notre grand peuple. Vive la Tunisie libre et indépendante ! Gloire à nos martyrs !

Metlaoui, le 25 avril 2011 ■